



**COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE
A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN JUIN 2010**



α.



SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	1
INTRODUCTION.....	3
CONTEXTE GENERAL.....	3
I- REALISATION DES RESSOURCES	4
1.1. Ressources budgétaires	5
1.1.1. Ressources intérieures	5
1.1.2. Ressources extérieures	6
1.2. Ressources de trésorerie	7
1.3. Evolution comparée des réalisations des ressources de l'Etat.....	7
II- EXECUTION DES DEPENSES (Annexe 1).....	10
2.1 Analyse de l'exécution des dépenses par type	10
2.1.1 Dépenses budgétaires	10
2.1.1.1 Analyse des dépenses selon le mode d'exécution	10
2.1.1.2 Analyse par grandes natures de dépenses	11
2.1.2 Dépenses de trésorerie	16
2.1.3 Evolution comparée de l'exécution des dépenses de l'Etat	17
2.2 Analyse des dépenses par grandes fonctions (annexe 4)	19
2.3 Analyse des dépenses pro pauvres (Annexe 10)	21
2.3.1 Education	22
2.3.2 Santé	22
2.3.3 Agriculture et ressources halieutiques	22
2.3.4 Eau, assainissement et infrastructures	23
2.3.5 Décentralisation	23
2.3.6 Affaires sociales et autres domaines de lutte contre la pauvreté	23
III- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES (Annexe 3 & 5).....	24
3.1 Au titre de la dette publique.....	24
3.2 Au titre des dépenses de personnel	24
3.3 Au titre des transferts et interventions de l'Etat.....	24
3.4 Au titre de l'acquisition des biens et services.....	25
3.5 Au titre des équipements collectifs et autres charges courantes de l'Etat	25
CONCLUSION	26
ANNEXES	27

LISTES DES ANNEXES

Annexe 1 : Cadrage de l'exécution budgétaire à fin juin 2010.....	28
Annexe 2 : Evolution des recettes fiscales budgétaires à fin juin 2010.....	29
Annexe 3 : Exécution budgétaire des dépenses par grandes natures à fin juin 2010.....	30
Annexe 4 : Exécution budgétaire des dépenses par secteurs et par fonctions à fin juin 2010.....	31
Annexe 5 : Exécution budgétaire détaillée des dépenses par grandes natures à fin juin 2010.....	32
Annexe 6 : Exécution budgétaire détaillée des dépenses par secteurs et par fonctions à fin juin 2010.....	34
Annexe 7 : Exécution budgétaire des dépenses par ministères et par institutions à fin juin 2010.....	36
Annexe 8 : Exécution du budget des ministères et institutions par grandes natures à fin juin 2010.....	38
Annexe 9 : Situation d'exécution des dépenses sociales à fin juin 2010.....	45
Annexe 10 : Exécution des dépenses pro pauvres à fin juin 2010.....	46

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Situation de réalisation des ressources de l'Etat.....	4
Tableau 2 : Evolution comparée des réalisations des ressources de l'Etat.....	7
Tableau 3 : Evolution comparée des taux de réalisation des ressources budgétaires.....	8
Tableau 4 : Réalisations des dépenses budgétaires selon le mode d'exécution.....	11
Tableau 5 : Situation d'exécution des dépenses de l'Etat.....	12
Tableau 6 : Evolution comparée de l'exécution des dépenses globales au premier semestre.....	17
Tableau 7 : Evolution de la structure globale des dépenses de l'Etat exécutées au premier semestre	18
Tableau 8 : Etat d'exécution des dépenses par grandes fonctions.....	19
Tableau 9 : Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2010.....	21

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Etat comparatif des réalisations de ressources par rapport aux prévisions.....	4
Graphique 2 : Evolution comparée des réalisations des ressources de l'Etat.....	8
Graphique 3 : Evolution comparée des taux de réalisation des ressources budgétaires.....	9
Graphique 4 : Etat comparatif des réalisations de dépenses par rapport aux prévisions.....	12
Graphique 5 : Evolution de la structure globale des dépenses de l'Etat exécutées au premier semestre ...	18
Graphique 6 : Répartition des dépenses par grandes fonctions.....	20

Oh

INTRODUCTION

L'objet de cette communication est de présenter les caractéristiques essentielles de l'exécution du budget au terme du premier semestre de l'année 2010. A travers la revue analytique de l'exécution des prévisions de recettes et de dépenses sur cette période, elle vise à rendre compte de la mise en œuvre des engagements budgétaires pris dans le programme économique et financier en cours.

A cet effet, elle s'attèlera à analyser les ressources mobilisées, les niveaux d'exécution des dépenses ainsi que les paiements effectués. Par ailleurs, elle fera ressortir la situation de réalisation d'un certain nombre de repères quantitatifs contenus dans le programme.

CONTEXTE GENERAL

Le deuxième trimestre de l'année 2010 s'est caractérisé par un climat socio politique relativement apaisé consécutif au renouvellement des instances dirigeantes de la Commission Electorale Indépendante (CEI). En outre, le renforcement du dialogue au sein de la classe politique a permis la tenue avec succès des assises de la 38^{ième} Assemblée Générale de la Banque Africaine de Développement (BAD) à Abidjan, fin mai 2010.

En ce qui concerne la crise énergétique survenue en février 2010, les mesures diligentes prises par le Gouvernement ont permis la poursuite des activités économiques en limitant l'impact du délestage de l'électricité sur l'appareil de production.

Le premier semestre 2010 a été également marqué par la deuxième évaluation du programme économique et financier appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du Fonds Monétaire International (FMI). Les supports de cette évaluation jugée satisfaisante ont été finalisés à fin juin 2010. S'agissant de la Banque Mondiale, les progrès constatés dans la mise en œuvre des réformes économiques et financières ont donné lieu au tirage du 3^{ième} Don de Gouvernance et de Redressement Economique (DGER) sous forme d'appui budgétaire.

C'est dans ce contexte socio-économique favorable que s'est déroulée l'exécution du budget 2010 au cours du deuxième trimestre.

Oh

I- REALISATION DES RESSOURCES

Les ressources budgétaires de l'Etat au titre de l'année 2010, ont été prévues à hauteur de 2 481 milliards dont 2 150,6 milliards de ressources intérieures et 330,4 milliards de ressources extérieures. Les prévisions de ressources de trésorerie de 461,6 milliards portent le niveau global du budget 2010 à 2 942,6 milliards.

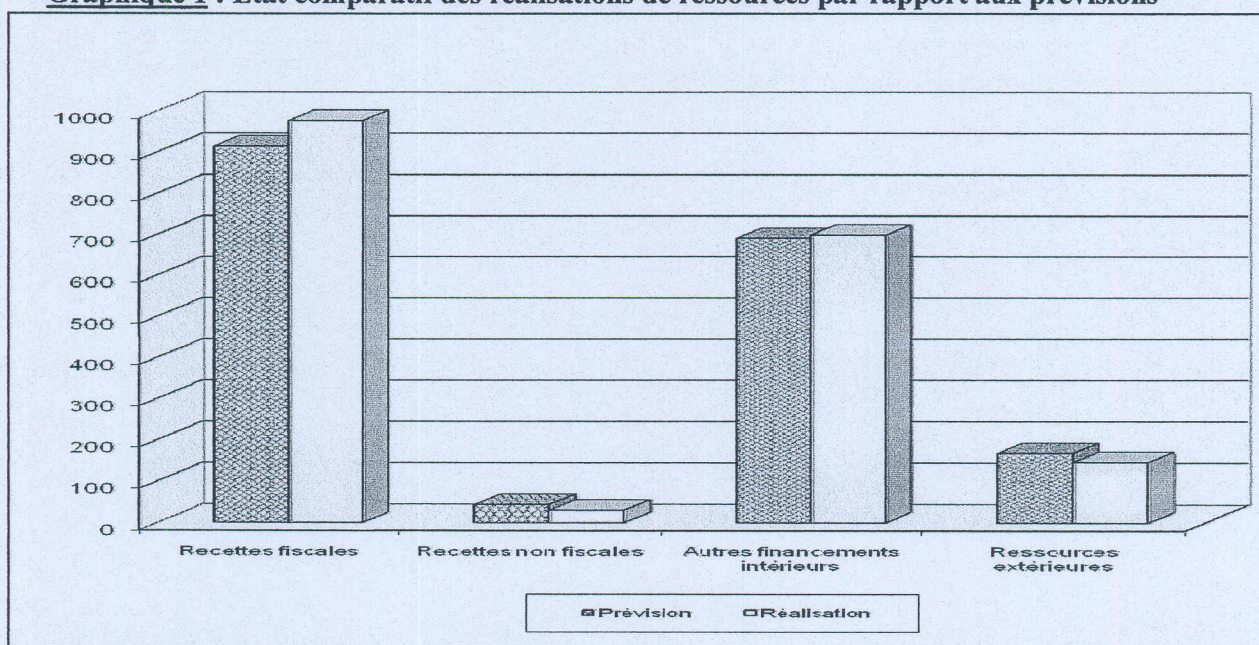
A fin juin 2010, pour un objectif de 1 816,3 milliards, les ressources mobilisées se chiffrent à 1 851,2 milliards dont 1 287,8 milliards de ressources budgétaires et 563,4 milliards de ressources de trésorerie, dégageant un surplus de 34,9 milliards.

Tableau 1 : Situation de réalisation des ressources de l'Etat

(en milliards de francs CFA)	Budget initial	Réal fin mars	Fin juin	
			Objectif	Réal
Ressources budgétaires	2 481,0	582,6	1 282,8	1 287,8
Ressources intérieures	2 150,6	542,6	1 114,1	1 141,2
Recettes fiscales	1 884,7	441,7	890,3	953,0
Recettes non fiscales	89,4	7,9	43,8	30,4
Emissions titres publics	176,5	93	180,0	157,8
Ressources extérieures	330,4	39,9	168,7	146,5
Contrepartie échéances rééchelonnables	95,7	26,6	68,7	41,3
Appuis budgétaires	149,1	0,0	74,4	61,3
Dons-programme sortie de crise	22,2	0,0	11,1	15,0
Autres Appuis budgétaires	126,9	0,0	63,3	46,3
dont FMI	51,9	0,0	25,9	0,0
Banque Mondiale	75	0,0	37,4	46,3
Dons et emprunts projets	85,6	10,3	25,6	43,9
Opérations de trésorerie	461,6	263,4	533,5	563,4
TVA secteur électricité	14,0	4,0	7,0	7,5
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA	14,6	7,3	16,5	15,4
Divers emprunts et crédits relais	398,0	217,1	475,0	505,5
Autres emprunts (BICICI pour remboursement dette SIR)	35,0	35,0	35,0	35,0
Total Ressources	2 942,6	846,0	1 816,3	1 851,2

Source : DGBF/DGTCP/DGE

Graphique 1 : Etat comparatif des réalisations de ressources par rapport aux prévisions



Source : DGBF/DGTCP/DGE

Oh

1.1. Ressources budgétaires

Les ressources budgétaires de l'Etat ont été recouvrées à hauteur de 1 287,8 milliards pour une prévision de 1 282,8 milliards, soit un taux de réalisation de 100,4%. Elles comprennent les ressources intérieures pour 1 141,2 milliards et 146,5 milliards de ressources extérieures.

1.1.1. Ressources intérieures

Les ressources intérieures ont été réalisées à hauteur de 1 141,2 milliards contre 1 114,1 milliards prévus, soit une plus value de 27,1 milliards. Ce résultat est imputable aux bonnes performances enregistrées dans le recouvrement des recettes fiscales.

➤ Les recettes fiscales

Les recettes fiscales de l'Etat, recouvrées à hauteur de 953 milliards, affichent une plus-value de 62,7 milliards. Ce résultat reflète la bonne tenue des droits et taxes à l'importation des marchandises, des revenus du pétrole et du gaz (impôt BIC et taxe d'exploitation pétrolière), des droits d'enregistrement sur le café-cacao et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

La TVA intérieure recouvrée à hauteur de 79,7 milliards, enregistre une plus-value de 7,2 milliards consécutive à la bonne évolution de l'activité économique sur la période malgré les difficultés conjoncturelles liées à la crise énergétique.

Les droits d'enregistrement sur le café et le cacao continuent leur progression déjà constatée au premier trimestre 2010. Les réalisations ont atteint le niveau de 56 milliards pour un objectif de 52,9 milliards, soit une plus-value de 3,1 milliards, sous l'impulsion de la bonne tenue des cours du cacao en dépit de la baisse de la production. Le prix CAF moyen du cacao sur les six premiers mois de l'année 2010 est de 1750 francs CFA contre 1261 francs CFA sur la même période en 2009.

La réalisation des revenus de pétrole et gaz s'est établie à 101,5 milliards dont 70,9 milliards pour le BIC pétrole et gaz et 30,6 milliards pour la taxe d'exploitation de pétrole et de gaz en enregistrant une plus-value de 62 milliards par rapport aux objectifs. En effet, pour faire face à ses engagements financiers sur la période notamment le remboursement de la dette envers BNP-Paribas, le Gouvernement a obtenu un enlèvement de la part Etat dans la production de pétrole initialement programmé au second semestre. Cette réalisation a bénéficié également de l'embellie des cours du pétrole brut et de l'appréciation du dollar.

Les droits de porte ont enregistré également une plus-value de 22,2 milliards pour se situer à 439,7 milliards avec 326,5 milliards de droits à l'importation et 113,1 milliards de taxes à l'exportation. Ces résultats ont globalement profité de la stabilisation du système de dédouanement automatique des marchandises (SYDAM-World) ainsi que l'impact de la mise en œuvre des autres mesures de réformes telles que le démarrage de l'analyse des risques, de la valeur et le renforcement du contrôle après dédouanement.

Les recouvrements de droits et taxes sur les produits pétroliers s'élèvent à 102,3 milliards FCFA. Comparés à l'objectif du premier semestre 2010 de 95,3 milliards FCFA, les réalisations présentent une plus value de 7 milliards de FCFA qui a compensée les pertes issues de l'application partielle du mécanisme automatique de la fixation des prix des produits pétroliers. Cette performance résulte principalement du niveau important des mises à la consommation du gasoil lié à la progression des importations de pétrole brut (21% en volume et 40% en valeur par rapport au premier semestre 2009).

Ok

Les réalisations sur les marchandises générales de 224,2 milliards FCFA dégagent une plus value de 17,4 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 206,8 milliards FCFA. Cette performance est conforme au niveau des activités économiques, à l'arrêt des mesures d'abattements fiscaux sur le riz et aux mesures de contrôles prises par la Direction Générale des Douanes.

En se situant à 113,1 milliards pour un objectif de 115,4 milliards, les Droits Uniques de Sortie (DUS) accusent un manque à gagner de 2,3 milliards. Cette contre performance est imputable au faible niveau d'exportations de cacao et de café, en retrait de 5% par rapport aux prévisions.

➤ **Les recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales recouvrées se situent à 30,4 milliards. Par rapport à une prévision de 43,8 milliards, ces recettes enregistrent globalement 13,4 milliards de manques à gagner sur le recouvrement au titre :

- des dividendes de la PETROCI réalisées à 7,4 milliards contre 13 milliards prévus. Toutefois, les 5,6 milliards restants à recouvrer sur l'objectif l'ont été à fin juillet ;
- des recettes des services réalisées à 8,4 milliards contre 13 milliards prévus, soit un manque à gagner de 4,6 milliards qui devrait être rattrapé au second semestre ;
- des redevances sur la téléphonie cellulaire réalisées à 4,9 milliards contre 7,3 milliards prévus, en raison de la cessation de paiement de la compagnie WARID et de la modification du plan de règlement mensuel de la société COMIUM ;
- du Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) réalisé à 1,9 milliard contre 4,7 milliards prévus ;
- des revenus du domaine réalisés à 5,3 milliards contre 5,6 milliards prévus.

➤ **Les émissions de titres d'Etat**

Les émissions de bons et obligations du Trésor et les emprunts obligataires se sont soldées par une mobilisation de 157,8 milliards. En comparaison avec la prévision de 180 milliards, il se dégage un manque à gagner de 22,2 milliards qui s'explique par le report au second semestre de l'émission d'un bon du trésor et d'une obligation du trésor pour un montant de 30 milliards chacun afin de tenir compte des potentialités du marché.

1.1.2. Ressources extérieures

Les ressources extérieures attendues à 168,7 milliards, ont été mobilisées à hauteur de 146,5 milliards dont 46,3 milliards auprès de la Banque Mondiale pour un objectif de 37,4 milliards. La moins-value de 22,2 milliards constatée par rapport à l'objectif global est imputable essentiellement à la non mobilisation de l'appui budgétaire attendu du Fonds Monétaire International (FMI) pour 25,9 milliards.

Les ressources extérieures intègrent 41,3 milliards de ressources de rééchelonnement et de remise de dette, ainsi que le tirage de 27,3 milliards d'emprunt projets, de 15 milliards de dons programme affectés au Programme d'Assistance Post-Crise, de 16,6 milliards de dons projets.

Oh

1.2. Ressources de trésorerie

Les ressources de trésorerie encaissées se chiffrent à 563,4 milliards contre 533,5 milliards prévus. Elles sont constituées de :

- ✓ 505,5 milliards de divers emprunts et crédits relais contre 475 milliards prévus;
- ✓ 15,4 milliards de recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA contre 16,5 milliards prévus ;
- ✓ 7,5 milliards de recettes de TVA à reverser au secteur électricité contre 7 milliards prévus ;
- ✓ et 35 milliards d'emprunt BICICI pour le remboursement de la dette SIR.

1.3. Evolution comparée des réalisations des ressources de l'Etat

La mobilisation des ressources de l'Etat au premier semestre 2010 enregistre une hausse de 11,8% par rapport à leur niveau de la même période en 2009, imputable principalement à un bon niveau de recouvrement des ressources budgétaires. En effet, à fin juin, les ressources budgétaires ont été exécutées à hauteur de 1 287,8 milliards contre 1 126,5 milliards en 2009, soit un accroissement de +14,3%.

Les recettes fiscales qui représentent à elles seules plus de la moitié des ressources totales ont progressé de 10,5% par rapport à leur niveau de 2009 sur la même période. Ce résultat s'explique principalement par la stabilisation du nouveau système de dédouanement automatique des marchandises (SYDAM-World) et l'amélioration des cours internationaux du cacao et du pétrole brut.

Concernant les opérations d'émission des titres d'Etat sur le marché monétaire et financier, leur niveau de mobilisation en 2010 affiche une progression de 143,8 milliards par rapport au montant de 14 milliards enregistré en 2009. Ce résultat traduit une présence de plus en plus régulière de l'Etat sur le marché des Titres.

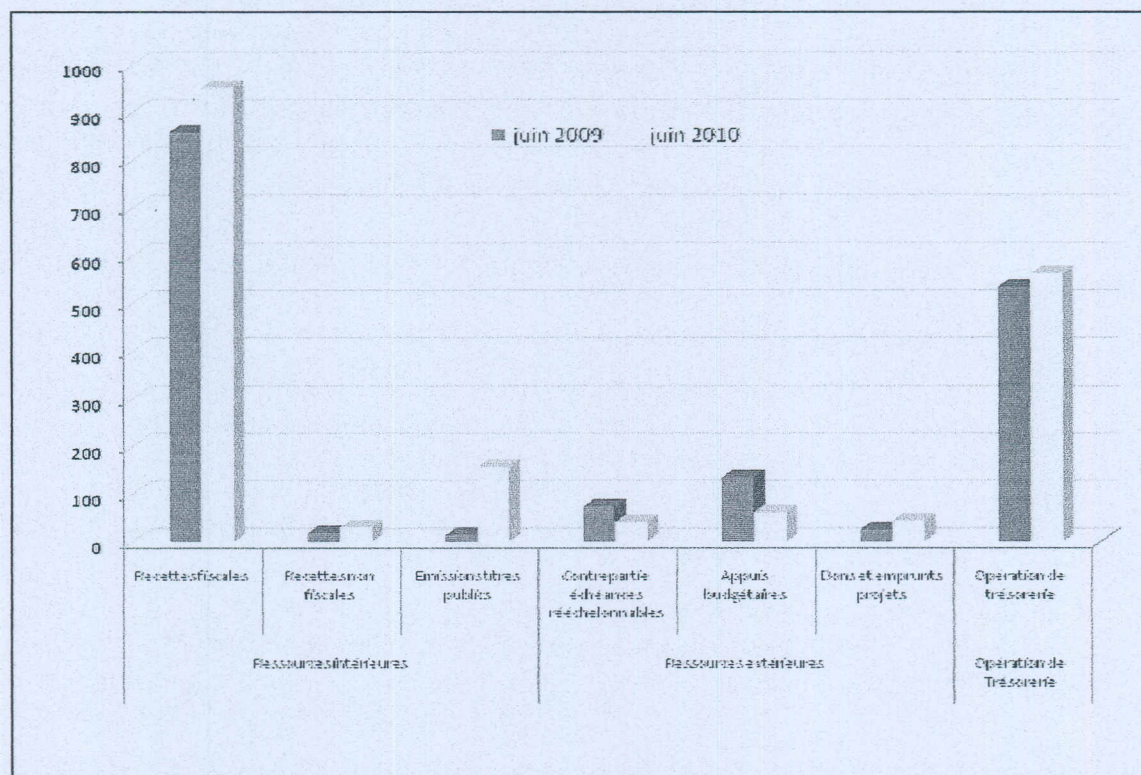
Quant aux ressources de trésorerie reposant sur des opérations qui ont un caractère essentiellement conjoncturelles, leur niveau à fin juin 2010 est en hausse de 5,4% par rapport au montant recouvré en 2009 à la même période. Cette évolution découle principalement du succès des bons du Trésor à court terme.

Tableau 2 : Evolution comparée des réalisations des ressources de l'Etat.

(en milliards de francs CFA)	Juin 2009	Juin 2010	Variation (%)
Ressources budgétaires	1 126,5	1 287,8	14,3
Ressources intérieures	892	1 141,2	27,9
Recettes fiscales	859,6	953,0	10,9
Recettes non fiscales	18,4	30,4	65,2
Emissions titres publics	14	157,8	1027,2
Ressources extérieures	234,5	146,5	-37,5
Contrepartie échéances rééchelonnables	73,5	41,3	-43,8
Appuis budgétaires	135,5	61,3	-54,8
Dons-programme sortie de crise	6	15,0	150,0
Appuis budgétaires	129,5	46,3	-64,2
dont FMI	57,6	0,0	-100,0
BM	71,9	46,3	-35,6
Dons et emprunts projets	25,5	43,9	72,2
Opérations de trésorerie	534,6	563,4	5,4
TVA secteur électricité	8,1	7,5	-7,4
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA	10,1	15,4	52,5
Prélèvement excédent pétrolier SIR	11,3	0,0	-100,0
Divers emprunts et crédits relais	242,2	505,5	108,7
Autres emprunts (BICICI pour remboursement)	0	35,0	
Avoirs sur grands travaux d'investissement	15	0,0	-100,0
Don BAD apurement arriérés (ressources extérieures)	183,9	0,0	-100,0
Don de la BAD pour les réformes économiques et financières	64	0,0	-100,0
Total Ressources	1 661,10	1 851,2	11,4

Source : DGBF/DGTCP/DGE

Graphique 2 : Evolution comparée des réalisations des ressources de l'Etat.



Source : DGBF/DGTCP/DGE

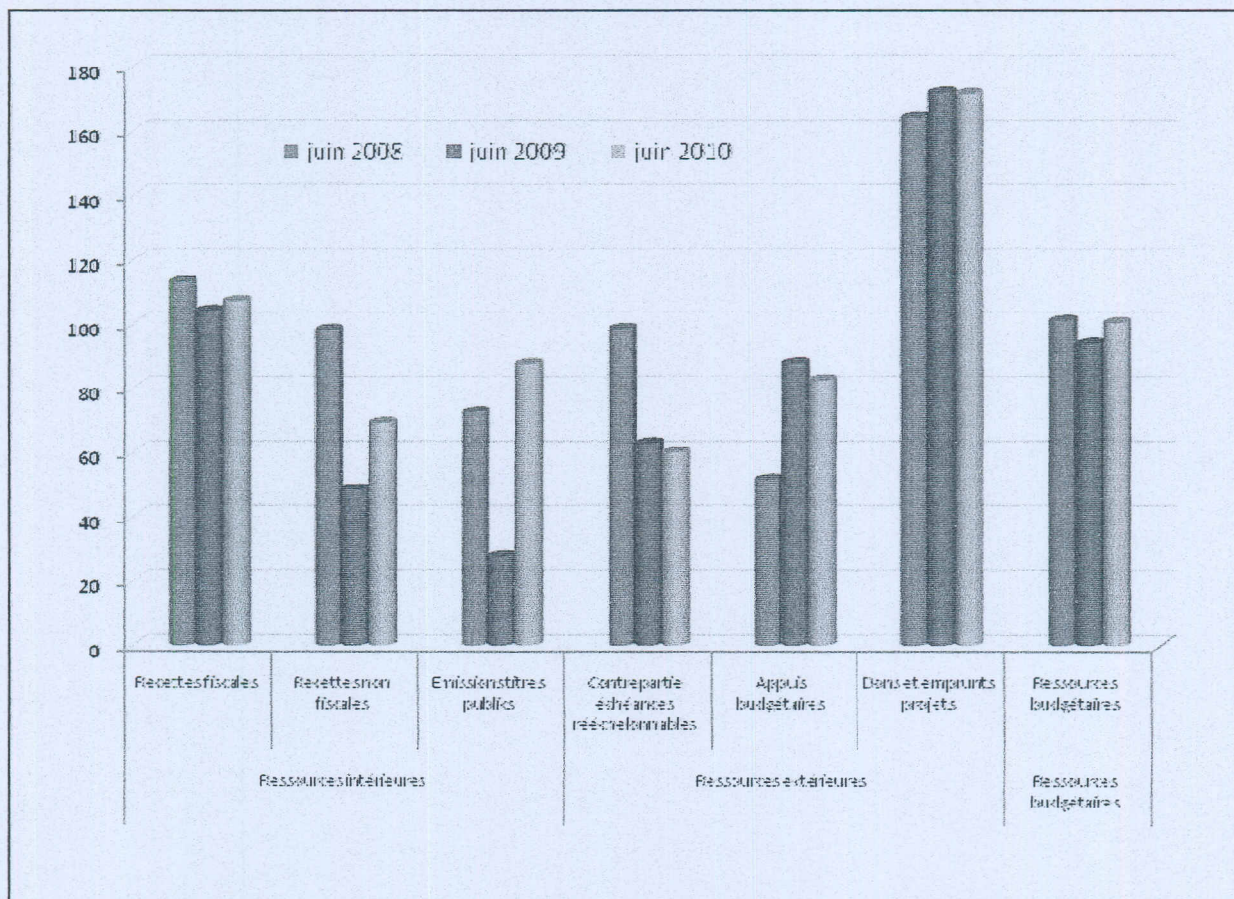
Tableau 3 : Evolution comparée des taux de réalisation des ressources budgétaires

Taux de réalisation par rapport aux prévisions du trimestre (%)	juin 2008	juin 2009	juin 2010
Ressources intérieures	105,8	97,7	107,0
Recettes fiscales	113,3	104,2	69,4
Recettes non fiscales	98,3	48,6	87,7
Emissions titres publics	72,7	28,0	107,0
Ressources extérieures	81,4	82,1	90,9
Contrepartie échéances rééchelonnables	98,5	63,0	60,1
Appuis budgétaires	51,7	87,8	82,4
Dons-programme sortie de crise	4,6	28,6	135,1
Autres Appuis budgétaires	91,8	97,1	73,1
Dons et emprunts projets	164,4	172,0	171,7
Ressources budgétaires	101,0	94,0	100,4

Source : DGBF/DGTCP/DGE

OK

Graphique 3 : Evolution comparée des taux de réalisation des ressources budgétaires



Source : DGBF/DGTCP/DGE

Oh

II- EXECUTION DES DEPENSES (Annexe 1)

Les prévisions des dépenses globales à fin juin 2010 se situent à 1 785,2 milliards avec 1408,4 milliards de dépenses budgétaires et 376,9 milliards de dépenses de trésorerie.

Le niveau d'exécution de ces dépenses s'élève à 1 758,4 milliards, soit un taux d'exécution de 98,5%, témoignant de la bonne maîtrise des charges de l'Etat.

2.1 Analyse de l'exécution des dépenses par type

Les dépenses globales se répartissent en dépenses budgétaires à hauteur de 1 347,2 milliards et en dépenses de trésorerie pour 411,2 milliards enregistrant respectivement des taux d'exécution de 95,7% et de 109,1%.

2.1.1 Dépenses budgétaires

Prévues à 1408,4 milliards, les dépenses budgétaires ont été exécutées à 1 347,2 milliards à fin juin, soit une sous-consommation de 61,2 milliards. Ces dépenses ont été exécutées en grande partie à travers le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP) mais également sous forme d'avances et d'autres opérations de trésorerie.

2.1.1.1 Analyse des dépenses selon le mode d'exécution

L'analyse selon le mode d'exécution des dépenses fait ressortir que 67,2% des dépenses ont été exécutées à travers le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP), 3,9% par avances de trésorerie non encore régularisées et 28,9% à travers les autres opérations de trésorerie.

Les dépenses exécutées à travers le SIGFiP se situent à 905,4 milliards et se répartissent comme suit :

- ✓ le service de la dette publique à hauteur de 102,3 milliards ;
- ✓ les dépenses de personnel pour 345,8 milliards ;
- ✓ les dépenses d'abonnement pour 21,8 milliards ;
- ✓ les dépenses de fonctionnement des services pour 126 milliards ;
- ✓ les subventions et transferts pour 118,8 milliards ;
- ✓ les dépenses liées aux actions de sortie de crise pour 61,6 milliards ;
- ✓ la couverture d'une partie du déficit de la CGRAE pour 15,2 milliards ;
- ✓ et les dépenses d'investissement pour 113,8 milliards.

Les avances de trésorerie non encore régularisées s'établissent à fin juin à 52,4 milliards et ont servi au règlement des dépenses de personnel pour 17,9 milliards, d'autres dépenses ordinaires pour 23,3 milliards, des dépenses liées à la sortie de crise pour 10,3 milliards et des dépenses d'investissement pour 0,9 milliard. Ce niveau est identique à celui contenu dans le TOFE qui résulte de la correction du montant des avances par les régularisations complémentaires faites sur la base des mandatements non encore pris en charge par les comptables.

Concernant les avances de trésorerie (hors dépenses exécutées sur ressources extérieures, dépenses de personnel, avances faites aux régies et dépenses de dette

Ok

publique), ils ressortent à fin juin 2010 à 23,7 milliards, pour un plafond annuel de 89,7 milliards.

Les autres opérations de trésorerie se chiffrent à 389,3 milliards. Ces opérations concernent :

- ✓ les règlements faits au titre de la dette publique, non encore ordonnancés pour un montant de 325,8 milliards ;
- ✓ les charges de personnel pour 43,2 milliards correspondant aux salaires non encore ordonnancés, aux cotisations sociales et aux divers prélèvements sur salaires ;
- ✓ les autres dépenses ordinaires pour 11,9 milliards dont 7,9 milliards se rapportant à la subvention au secteur électricité (2,4 milliards) et à la subvention à la marge SIR (5,5 milliards) et 4 milliards pour le carburant alloué aux forces de défenses et de sécurité ;
- ✓ le financement de la construction du 3^{ème} pont à hauteur de 3 milliards, constituant les avances de démarrage destinées à la réalisation de l'échangeur ;
- ✓ le financement de certains projets non encore ordonnancés à hauteur de 5,4 milliards.

Tableau 4 : Réalisations des dépenses budgétaires selon le mode d'exécution

LIBELLE (en milliards de francs CFA)	Ordonnance	Objectif fin juin	Exécution fin juin			TOTAL DEPENSES
			Exécution SIGFIP	Avances du Trésor	Autres Opérations de trésorerie	
Dette publique	542,2	475,9	102,3	0,0	325,8	428,1
Dette intérieure	225,4	299,1	24,0	0,0	247,7	271,6
Dette extérieure	316,7	176,7	78,3	0,0	78,1	156,4
Dépenses ordinaires	1 449,8	742,5	627,6	41,2	55,1	724,0
Personnel	814,1	408,5	345,8	17,9	43,2	407,0
Abonnement	43,3	21,6	21,8		0,0	21,8
Autres dépenses de fonctionnement	592,4	312,4	260,0	23,3	11,9	295,2
Dépenses de sortie de crise	112,0	72,8	61,6	10,3	0,0	71,9
Financement intérieur	86,8	60,2	46,6	10,3	0,0	56,9
Financement extérieur	25,2	12,6	15,0	0,0	0,0	15,0
Dépenses d'investissement (hors dépenses liées à la crise)	377,0	117,2	113,8	0,9	8,4	123,2
Financement intérieur	294,4	91,6	75,3	0,9	3,0	79,2
Financement extérieur	82,6	25,6	38,5	0,0	5,4	43,9
TOTAL DEPENSES	2 481,0	1 408,4	905,4	52,4	389,3	1 347,2

Source : DGBF/DGTCP/DGE

2.1.1.2 Analyse par grandes natures de dépenses

La répartition par grandes natures de dépenses de l'exécution budgétaire à fin juin 2010, se décline comme suit :

- ✓ le service de la dette publique : 428,1 milliards (31,8% du total des dépenses);
- ✓ les dépenses de personnel : 407 milliards (30,2%);
- ✓ les dépenses d'abonnement : 21,8 milliards (1,6%);
- ✓ les dépenses de fonctionnement des services : 295,2 milliards (21,9%);
- ✓ les actions de sortie de crise : 71,9 milliards (5,3%);
- ✓ et les dépenses d'investissement : 123,2 milliards (9,2%).

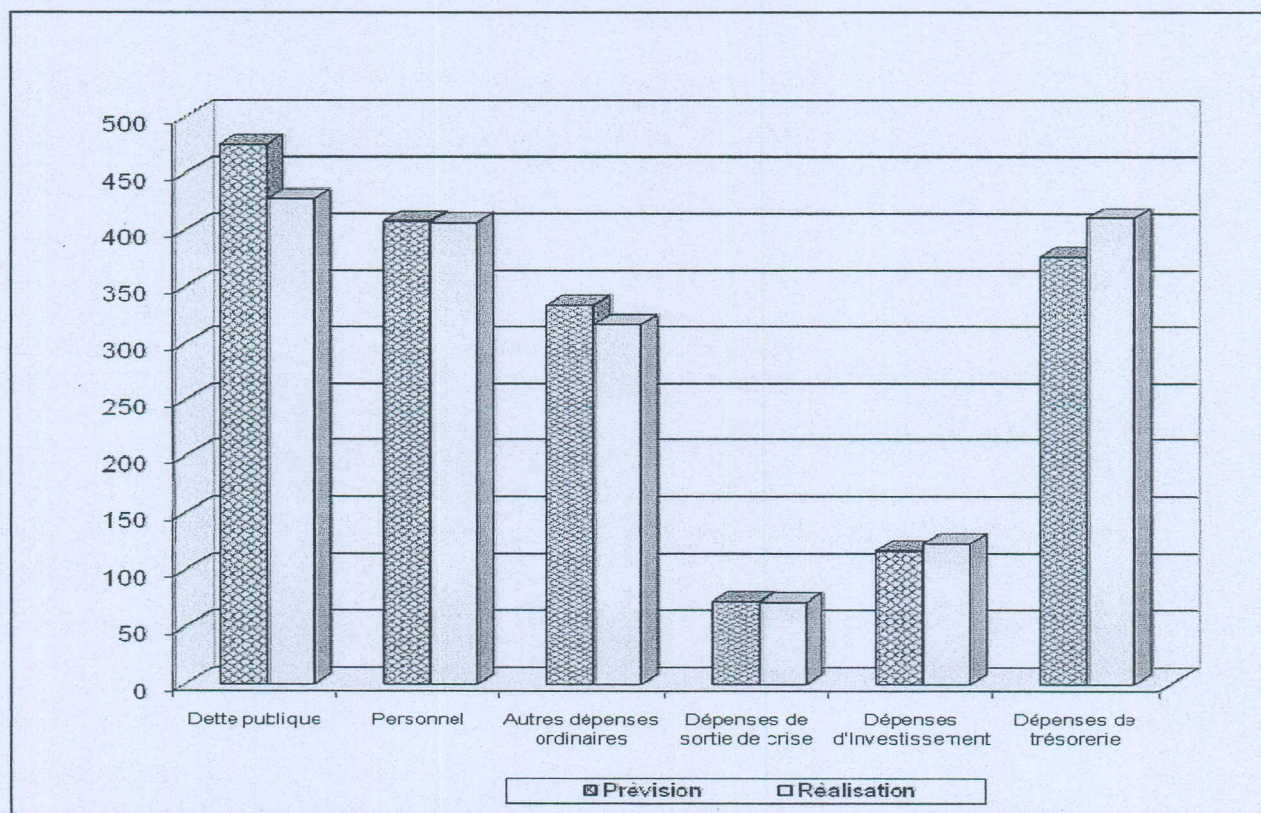
OK

Tableau 5 : Situation d'exécution des dépenses de l'Etat

(en milliards de francs CFA)	Ordonnance	Réal. Mars	Fin juin		
			Objectif	Réalisation	Part relative en %
Dépenses Budgétaires	2 481,0	520,1	1 408,4	1 347,2	76,6
Dettes publiques	542,2	163,9	475,9	428,1	24,3
Dettes intérieures	225,4	105,1	299,1	271,6	15,4
Dettes extérieures	316,7	58,8	176,7	156,4	8,9
Dépenses ordinaires	1 449,8	291,1	742,5	724,0	41,2
Personnel	814,1	200,3	408,5	407,0	23,1
Abonnement	43,3	10,8	21,6	21,8	1,2
Autres dépenses de fonctionnement	592,4	79,9	312,4	295,2	16,8
Dépenses de sortie de crise	109,0	24,0	72,8	71,9	4,1
Dépenses Trésor	86,8	24,0	60,2	56,9	3,2
Dépenses Bailleurs	22,2	0,0	12,6	15,0	0,9
Dépenses d'investissement	380,0	41,1	117,2	123,2	7,0
Investissement Trésor	294,4	30,8	91,6	79,3	4,5
Prêts et dons projets	85,6	10,3	25,6	43,9	2,5
Opérations de trésorerie	408,8	214,2	376,9	411,2	23,4
Remboursement divers emprunts	290,0	135,0	276,4	312,2	17,8
Remboursement de TVA	14,6	7,3	16,5	15,4	0,9
Déficit CGRAE/ Déficit CNCE	30,9	10,1	18,0	13,2	0,7
Reversement TVA au secteur électricité	14,0	5,4	7,0	7,9	0,4
Transferts au Fonds d'Entretien Routier	14,3	3,2	7,2	5,8	0,3
Règlement dette SIR	35,0	35,0	35,0	35,0	2,0
Provision pour financement du 3e pont				4,0	
Paiement passif /rémunération CIE		10,0	11,8	11,8	0,7
Déchets toxiques	10		5,0	6,0	0,3
TOTAL DEPENSES	2889,8	734,3	1 785,2	1 758,4	100,0

Source : DGBF/DGTC/DGE

Graphique 4 : Etat comparatif des réalisations de dépenses par rapport aux prévisions



Source : DGBF/DGTC/DGE

➤ Service de la dette publique

Le service de la dette publique a été exécuté à hauteur de 428,1 milliards au premier semestre 2010 pour une prévision de 475,9 milliards, correspondant à 90% de taux d'exécution. Ce niveau d'exécution se répartit en dette intérieure pour 271,6 milliards et en dette extérieure pour 156,4 milliards. Il intègre également la restructuration de dette pour un montant de 74,5 milliards comprenant 8,8 milliards de rééchelonnements, 32,4 milliards de différés et 33,2 milliards d'annulation.

Les règlements effectifs portent sur un niveau global de 323,5 milliards dont 257 milliards consacrés à la réduction de la dette intérieure et 66,5 milliards à la dette extérieure.

Hormis les échéances restructurées, l'exécution du service de la dette publique se situe à 353,6 milliards pour une prévision de 407,2 milliards.

Le service de la dette intérieure exécuté à 90,8% a été orienté principalement vers le remboursement des bons du Trésor à hauteur de 134,4 milliards et des emprunts et obligations du Trésor pour 58,8 milliards.

Ce service a également pris en compte les échéances de dette de la BCEAO pour un montant de 11,4 milliards, le remboursement à hauteur de 4,8 milliards de la dette de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) reprise par la BICICI, le remboursement de la dette titrisée due aux fournisseurs à hauteur de 4,4 milliards et les conversions de dette pour 20,6 milliards.

Le service de la dette extérieure d'un niveau prévisionnel de 176,7 milliards à fin juin a été exécuté à hauteur de 156,4 milliards, affichant ainsi un taux de réalisation de 88,5%.

Les règlements effectués ont concerné principalement les échéances du Club de Paris pour 12,3 milliards, du Club de Londres pour 16 milliards, de la Banque Mondiale pour 15,9 milliards. Ces règlements intègrent également 12,1 milliards de la Banque Africaine de Développement (BAD) et 3,1 milliards du Fonds Monétaire International (FMI).

Par ailleurs, l'Etat a continué d'apurer **les arriérés de dette** à l'égard de ses partenaires intérieurs et extérieurs pour des montants respectifs de 10,4 milliards et 7,4 milliards afin de respecter ses engagements à leur égard.

Un montant de 137,6 milliards a été également consacré à la réduction **des restes à payer** de l'année 2009 et antérieures, auprès des fournisseurs intérieurs.

➤ Dépenses de personnel

A fin juin 2010, les dépenses de personnel ont été exécutées à 407,0 milliards contre 408,5 milliards prévus. La sous consommation de 1,5 milliard correspond au niveau de certains glissements catégoriels non exécutés totalement et des reports de traitements de 2009 sur 2010 notamment au niveau de la solde police du fait du retard dans la transmission des dossiers à la solde.

Par ailleurs, ce niveau d'exécution qui est quasiment en ligne avec la prévision s'explique par un meilleur contrôle du rythme d'exécution de la masse salariale des EPN et des institutions ainsi que du personnel diplomatique.

Les dépenses de personnel comprennent :

- ✓ le traitement des fonctionnaires pour 258,4 milliards ;



- ✓ la solde du personnel de police pour 33 milliards ;
- ✓ la solde des militaires pour 53,1 milliards;
- ✓ les subventions aux EPN et autres organismes pour 31,4 milliards ;
- ✓ les transferts aux institutions pour 16,8 milliards ;
- ✓ la rémunération du personnel local des ambassades et attachés de défense pour 6,8 milliards ;
- ✓ les transferts aux collectivités décentralisées pour 2,9 milliards ;
- ✓ et les diverses autres dépenses pour 4,6 milliards.

➤ **Dépenses d'abonnement**

Les dépenses de consommation d'électricité, d'eau et de téléphone au titre de la gestion courante se sont chiffrées à 21,8 milliards à fin juin contre 21,6 milliards prévus.

Ce niveau d'exécution se décompose en consommation d'électricité pour 13,5 milliards, d'eau pour 4 milliards et de téléphone pour 4,3 milliards.

Les paiements pour la gestion 2010 effectués au premier semestre s'élèvent à 7,5 milliards dont 1,7 milliard au profit de la CIE, 1,6 milliard pour la SODECI et 4,2 milliards de compensation avec Côte d'Ivoire TELECOM.

Concernant particulièrement la SODECI, le Gouvernement a tenu ses engagements de paiements mensuels de 0,6 milliard à compter d'avril.

➤ **Autres Dépenses ordinaires**

Les autres dépenses de fonctionnement (hors dépenses liées au processus de sortie de crise) se sont établies à 295,2 milliards pour un objectif de 312,4 milliards, enregistrant une sous-consommation de 17,2 milliards imputable à la régulation active qui met en relation permanente l'exécution des dépenses et la mobilisation des ressources.

Ces dépenses se décomposent en subventions et transferts, en subvention d'équilibre à la Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat (CGRAE) et en dépenses de fonctionnement courant des services.

Les **subventions et transferts** se situent à 126,7 milliards contre 136,9 milliards prévus. Cette exécution est en retrait de 10,2 milliards en raison principalement du retard accusé au niveau de l'exécution des subventions aux écoles privées et des bourses, suite aux opérations de recensement organisées au sein des établissements, ainsi que du retard accusé dans l'exécution de la subvention à la filière coton.

Ces dépenses comprennent :

- ✓ la subvention aux écoles privées pour un montant de 30,1 milliards ;
- ✓ les bourses et frais de transport des étudiants à hauteur de 29,7 milliards ;
- ✓ la subvention au secteur électricité pour un montant de 33,8 milliards dont 5,4 milliards payé dans le cadre du contrat de location de central thermique avec la société AGGREKO.
- ✓ la subvention de soutien à la marge de raffinerie de la SIR pour 11,1 milliards.

La subvention à la CGRAE qui se chiffre à 15,2 milliards est destinée à réduire son déficit structurel et lui permettre de mieux assurer ses missions.

En outre, les autres dépenses effectuées au titre du **fonctionnement courant des services** s'élèvent à 153,2 milliards contre une prévision de 160,3 milliards, soit une sous-consommation de 7,1 milliards.

Oh

➤ Dépenses d'investissement

Prévues à un niveau de 117,2 milliards, les dépenses d'investissement hors celles liées à la crise ressortent en exécution à 123,2 milliards dont 64,4% financées sur ressources intérieures.

Les dépenses financées sur **ressources intérieures** se situent à 79,3 milliards dont 30 milliards pour le financement des grands travaux d'investissement et 3 milliards au titre du financement du 3^{ième} pont.

Les dépenses d'investissement financées sur **ressources extérieures** ont été exécutées à hauteur de 43,9 milliards, comprenant 27,3 milliards d'emprunts projets et 16,6 milliards de dons projets.

Globalement, au terme du deuxième trimestre, le taux d'exécution des dépenses d'investissement ressort à 105,1% par rapport à l'objectif à fin juin. Ce taux relativement important s'explique par la bonne exécution des projets cofinancés sur le premier semestre.

➤ Dépenses de sortie de crise

L'exécution des dépenses liées à la sortie de crise s'est établie à 71,9 milliards pour des prévisions de 72,8 milliards. Ces dépenses ont été financées sur ressources intérieures pour 56,9 milliards (79,1%) et sur ressources extérieures pour 15 milliards (20,8%).

Ces dépenses ont porté essentiellement sur :

- ✓ le règlement des arriérés de primes de front pour un montant de 15,2 milliards ;
- ✓ le financement du Programme d'Assistance Post-Crise (PAPC) à hauteur de 15 milliards ;
- ✓ le financement des activités du Centre de Commandement Intégré et celles du Programme National de Réinsertion et de Réhabilitation Communautaire à hauteur de 4,6 milliards ;
- ✓ la poursuite du redéploiement de l'administration pour 3 milliards ;
- ✓ le règlement partiel des prestations de l'opérateur technique SAGEM chargé de la réalisation de l'identification, à hauteur de 15 milliards ;
- ✓ les autres activités d'identification et de préparation des élections menées par la Commission Electorale Indépendante (CEI), l'Institut National de la Statistique (INS), la Commission Nationale de Supervision de l'Identification (CNSI) et l'Office Nationale d'Identification (ONI), ont été réglées à hauteur de 11 milliards ;
- ✓ le financement du recasement des Volontaires de l'Armée Nouvelle (VAN) ainsi que la restructuration et la refondation de l'armée pour 3,7 milliards ;
- ✓ le financement des partis politiques et les actions de réconciliation nationale à concurrence de 1,8 milliard ;
- ✓ le programme du service civique à hauteur de 1,5 milliard ;
- ✓ et les activités de suivi des accords de paix pour 0,3 milliard.

Globalement, les dépenses budgétaires enregistrent un taux d'exécution de 95,7% par rapport à l'objectif fixé pour les 6 premiers mois de l'année. Ce taux qui est en recul de 7 points par rapport à celui de 2009 est le reflet de la mise en œuvre active de la régulation budgétaire.



2.1.2 Dépenses de trésorerie

Les dépenses de trésorerie effectuées à hauteur de 411,2 milliards comprennent notamment :

- ✓ le remboursement de divers emprunts d'un montant global de 312,2 milliards souscrits en cours d'année ;
- ✓ le remboursement des crédits de TVA pour 15,4 milliards ;
- ✓ le paiement de la dette SIR à hauteur de 35 milliards grâce aux fonds levés auprès du syndic de banques commerciales ;
- ✓ les transferts au Fonds d'Entretien Routier (FER), affectés à la réhabilitation des infrastructures routières à hauteur de 5,8 milliards ;
- ✓ la couverture des déficits de la Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat (CGRAE) pour 8,2 milliards ;
- ✓ la couverture des débits de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne (CNCE) supportés par l'Etat pour 5 milliards ;
- ✓ la provision pour le financement du 3^{ième} pont à hauteur de 4 milliards ;
- ✓ le reversement de recettes de TVA au secteur de l'électricité pour 7,9 milliards ;
- ✓ le paiement des passifs de la CIE au titre des arriérés de rémunération à hauteur de 11,8 milliards ;
- ✓ et les dépenses liées à l'indemnisation des victimes des déchets toxiques pour 6 milliards.

Oh

2.1.3 Evolution comparée de l'exécution des dépenses de l'Etat

L'analyse comparée de l'exécution des dépenses globales au premier semestre des trois dernières années fait ressortir une progression moyenne de 21,8%. En effet, le niveau de ces dépenses à fin juin est passé de 1189,8 milliards en 2008 à 1368,1 milliards en 2009 puis à 1758,4 milliards en 2010. Cette progression se note sur les dépenses budgétaires qui enregistrent sur la période une moyenne d'évolution de 20,8%.

Le taux moyen d'exécution sur le premier semestre par rapport aux objectifs sur la période 2008-2009 se situe à 108,1%. Toutefois, le renforcement de la mise en œuvre des mesures de maîtrise des dépenses d'abonnement, de personnel et de fonctionnement des services à travers une régulation dynamique a permis de contenir les dépenses dans les limites des dotations prévues à fin juin 2010 (98,5%).

Tableau 6 : Evolution comparée de l'exécution des dépenses globales au premier semestre

(en milliards de francs CFA)	Fin juin 2008			Fin juin 2009			Fin juin 2010		
	Objectif	Exécution	Taux d'ex (%)	Objectif	Exécution	Taux d'ex (%)	Objectif	Exécution	Taux d'ex (%)
Dépenses Budgétaires	1 016,8	923,3	90,8	1 066,9	1 094,8	102,6	1 408,4	1 347,2	95,7
Dettes publiques	278,7	205,6	73,8	287,6	270,2	93,9	475,9	428,1	90,0
Dettes intérieures	54,8	19,7	35,9	79,1	104,4	132,1	299,1	271,6	90,8
Dettes extérieures	223,9	185,9	83,1	208,6	165,7	79,5	176,7	156,4	88,5
Dépenses ordinaires	572,0	588,1	102,8	596,2	665,8	111,7	742,5	724,0	97,5
Personnel	331,8	355,0	107,0	372,5	388,0	104,2	408,5	407,0	99,6
Abonnement	17,2	19,0	110,5	17,3	45,3	262,1	21,6	21,8	101,0
Autres dépenses de fonctionnement	223,0	214,2	96,1	206,4	232,4	112,6	312,4	295,2	94,5
Dépenses de sortie de crise	87,0	65,4	75,2	78,6	58,5	74,4	72,8	71,9	98,8
Dépenses Trésor	47,6	63,6	133,7	57,6	52,5	91,1	60,2	56,9	94,5
Dépenses Bailleurs	39,5	1,8	4,6	21,0	6,0	28,6	12,6	15,0	119,0
Dépenses d'investissement	79,1	64,1	81,1	104,4	100,4	96,1	117,2	123,2	105,1
Investissement Trésor	73,1	54,3	74,2	89,6	74,9	83,6	91,6	79,3	86,5
Prêts et dons projets	6,0	9,9	164,4	14,8	25,5	172,0	25,6	43,9	171,7
Opérations de trésorerie	56,0	266,6	476,0	122,0	273,2	224,0	376,9	411,2	109,1
TOTAL DEPENSES	1 072,8	1 189,8	110,9	1 188,9	1 368,1	115,1	1 785,2	1 758,4	98,5

Source : DGBF/DGTCP/DGE

L'examen de la structure de l'évolution des dépenses budgétaires au titre du premier semestre de la période 2008 à 2010 fait ressortir une prépondérance des dépenses ordinaires suivi par le service de la dette publique dont les parts moyennes dans les dépenses globales représentent respectivement à 46,4% et 20,5%.

Le taux moyen d'exécution des dépenses d'investissement sur la période se situe à 94,1% des objectifs avec un taux de 105,1% en 2010, grâce aux performances enregistrées tant au niveau des dépenses financées sur ressources intérieures qu'extérieures.

Pour ce qui est des opérations de trésorerie, elles représentent en moyenne 21,9% des dépenses globales sur la période et concernent principalement les remboursements de divers emprunts (16,1% du total des dépenses), les dépenses pour la couverture des déficits de la CGRAE et de la CNCE (2% du total des dépenses).

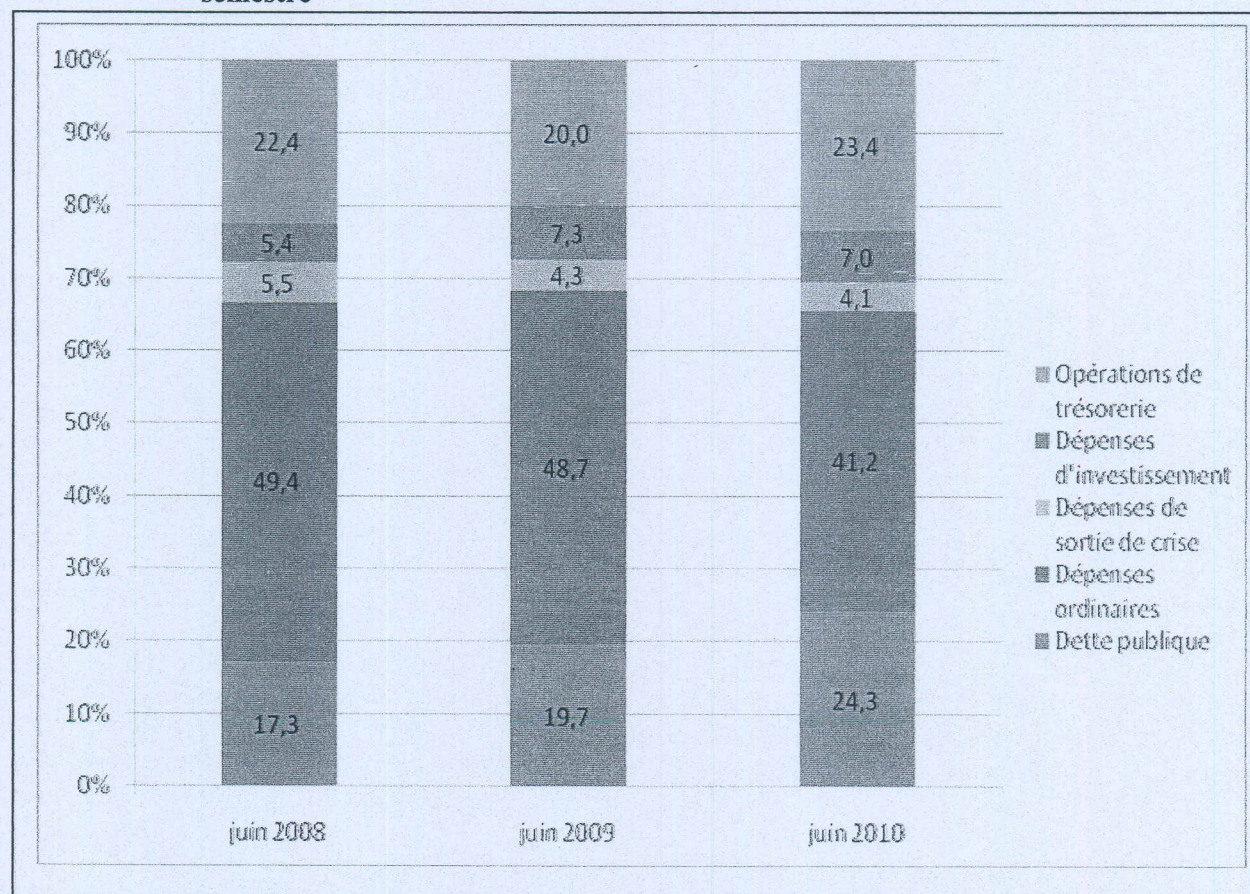
Ok

Tableau 7 : Evolution de la structure globale des dépenses de l'Etat exécutées au premier semestre

(en milliards de FCFA)	juin 2008		juin 2009		juin 2010		Moyenne part relative 2008-2010 (%)
	Montant	Part relative (%)	Montant	Part relative (%)	Montant	Part relative (%)	
Dépenses Budgétaires	923,3	77,6	1 094,8	80,0	1 347,2	76,6	78,1
Dette publique	205,6	17,3	270,2	19,7	428,1	24,3	20,5
Dépenses ordinaires	588,1	49,4	665,8	48,7	724,0	41,2	46,4
Dépenses de sortie de crise	65,4	5,5	58,5	4,3	71,9	4,1	4,6
Dépenses d'investissement	64,1	5,4	100,4	7,3	123,2	7,0	6,6
Opérations de trésorerie	266,6	22,4	273,3	20,0	411,2	23,4	21,9
TOTAL DEPENSES	1 189,8	100,0	1 368,1	100,0	1 758,4	100,0	100,0

Source : DGBF/DGTCP/DGE

Graphique 5 : Evolution de la structure globale des dépenses de l'Etat exécutées au premier semestre



Source : DGBF/DGTCP/DGE

OK

2.2 Analyse des dépenses par grandes fonctions (annexe 4)

La répartition des dépenses effectuées à fin juin 2010 par grandes fonctions se présente comme suit :

- 787 milliards consacrés au service de la dette publique;
- 285 milliards pour le compte des services généraux des administrations publiques ;
- 336,3 milliards au profit des secteurs de la santé, de l'enseignement, de la formation et de la recherche ;
- 156,5 milliards au titre de la défense et de la sécurité ;
- 86,6 milliards au titre des logements et équipements collectifs ;
- 60,4 milliards pour les services en charge du développement et de la promotion des activités économiques ;
- 46,6 milliards au profit des diverses interventions de l'Etat (loisirs, protection sociale, environnement).

Tableau 8 : Etat d'exécution des dépenses par grandes fonctions

Natures de Dépense (données en milliards de F CFA)	Prévisions			Exécution Fin juin			
	Ordonnance	Opérations de trésorerie	TOTAL	SIGFiP	Avances Non régularisées	Opérations de trésorerie	TOTAL
Service de dette publique	542,2	290,0	832,2	102,3		684,7	787,0
Services généraux des administrations publiques	420,7	55,5	476,2	201,5	19,7	63,9	285,0
<i>dont Institutions</i>	89,6		89,6	32,3	1,4	0,3	34,1
<i>Service généraux</i>	331,1	55,5	386,6	169,1	18,2	63,5	250,9
Défense	192,0		192,0	87,1	25,3	0,1	112,5
Ordre et Sécurité	116,6		116,6	38,2	0,8	5,0	44,0
Affaires Économiques	134,2	49,0	183,2	42,6	0,9	16,9	60,4
Protection de l'environnement	22,8		22,8	6,0		0,8	6,8
Logement et Equipements Collectifs	205,2	14,3	219,5	85,4	1,1	0,1	86,6
Santé	130,4		130,4	40,7	0,2		40,9
Loisirs, Culture et Culte	43,2		43,2	14,7	3,4	0,5	18,6
Enseignement, Formation et Recherche	617,0		617,0	266,8	0,7	27,8	295,4
Protection Sociale	56,7		56,7	20,1	0,4	0,7	21,2
TOTAL GENERAL	2481,0	408,8	2889,8	905,4	52,4	800,6	1758,4

Source : SIGFiP-DGBF-DGTCP

L'exécution du **service de la dette publique** à fin juin fait ressortir un niveau de 787 milliards comprenant 630,6 milliards de dette intérieure avec 505,4 milliards de remboursement de titres publics et crédits relais et 156,4 milliards de dette extérieure.

Ce niveau se répartit également en remboursement de capital pour 709,2 milliards et en paiement d'intérêts pour 77,8 milliards.

Signature

Les dépenses enregistrées pour le compte des **services généraux des administrations publiques** ressortent à un niveau de 285 milliards, soit 16,2% des dépenses globales. Elles se répartissent en dépenses effectuées par les institutions pour 34,1 milliards et par les services généraux pour 250,9 milliards.

Les dépenses au profit des secteurs sociaux ont été exécutées à hauteur de 336,3 milliards, soit 45% de taux de réalisation. Ces dépenses représentent 19,1% des dotations globales à fin juin et ont été affectées au **secteur enseignement, formation et recherche** pour 295,4 milliards et au **secteur de la santé** pour 40,9 milliards.

Les dépenses effectuées au titre du **secteur enseignement, formation et recherche** sont constituées principalement de 168,4 milliards pour l'éducation de base, 45,4 milliards pour l'enseignement supérieur, 25,7 milliards pour l'enseignement technique et professionnel et 22,3 milliards pour l'enseignement secondaire.

Quant aux volets de la formation continue des adultes et de la recherche, ils ont été exécutés respectivement à hauteur de 4,6 milliards et de 2,7 milliards.

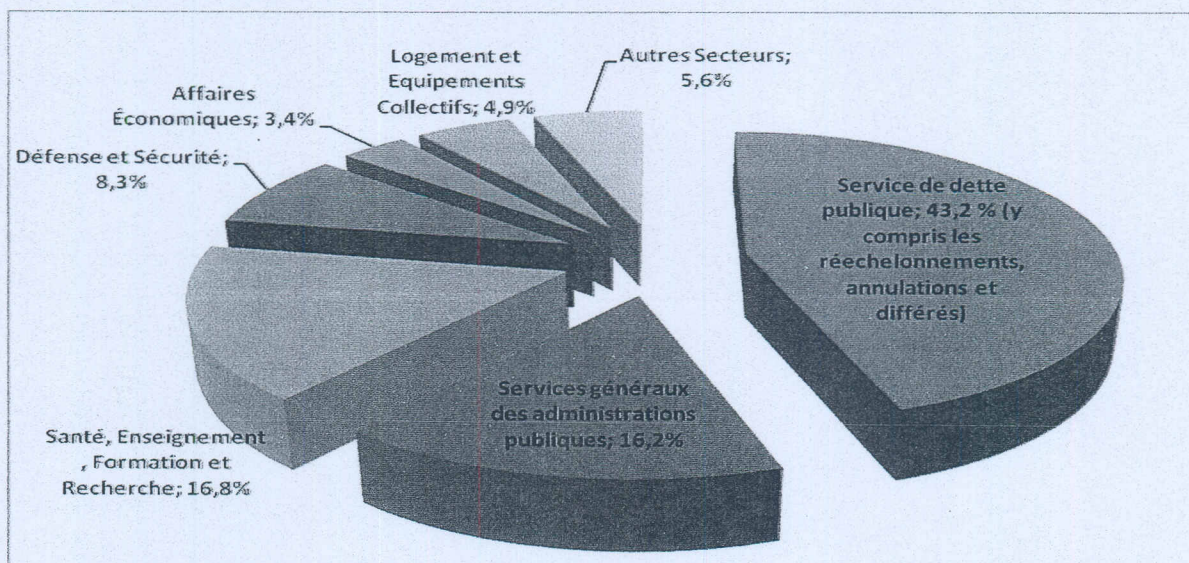
Les dépenses effectuées au titre des frais de transport des élèves et étudiants s'établissent à 4,9 milliards.

Les dépenses du **secteur de la santé** se chiffrent à 40,9 milliards avec 25,9 milliards de dépenses de personnel, réalisant ainsi un taux d'exécution de 31,3%. Ces dépenses ont été principalement exécutées pour 15,7 milliards par les CHU et les Centres de Santé Spécialisés, 4,1 milliards par les services de santé primaire et secondaire et 17,9 milliards du niveau quaternaire.

Les dépenses du secteur des **affaires économiques** d'un montant de 60,4 milliards recouvrent les dépenses relatives aux activités végétales et halieutiques (10,7 milliards), aux activités minières et énergétiques (21,4 milliards), aux activités de transport et de communication (11,2 milliards), aux activités industrielles et autres services (17 milliards).

Les dépenses effectuées pour le compte des **forces de défense et de sécurité et des services judiciaires** sont de 156,5 milliards. Ces dépenses englobent les traitements et salaires, le coût des opérations du Centre de Commandement Intégré (CCI), l'entretien et la réparation des avions et navires ainsi que les frais de carburant au titre du fonctionnement des services et déplacement des unités mobiles.

Graphique 6 : Répartition des dépenses par grandes fonctions



Source : SIGFiP-DGBF-DGTCP

OK

2.3 Analyse des dépenses pro pauvres (Annexe 10)

Les dépenses prévues pour la lutte contre la pauvreté consignées dans le budget 2010 d'un montant de 924,4 milliards se sont exécutées à hauteur de 411,1 milliards à fin juin 2010. Ces dépenses ont augmenté de 262,5 milliards par rapport à leur niveau de fin mars 2010. Cette augmentation est essentiellement imputable aux secteurs de l'éducation et de la santé qui ont enregistré respectivement des évolutions de 181,7 milliards et 28,7 milliards.

Pour un objectif de 421,6 milliards à fin juin, ces dépenses affichent un taux d'exécution de 98% avec 385,7 milliards de financements intérieurs et 25,4 milliards des financements extérieurs.

Ces dépenses sont exécutées à hauteur de 376,4 milliards à travers le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP) et 34,7 milliards d'opérations de trésorerie composées essentiellement de dépenses de personnel du mois de juin payées par avance et non encore régularisées.

Tableau 9 : Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2010

Montants en milliards	2009		2010				
	Réalisation fin décembre	Réalisation fin mars	Réalisation fin mars	Objectif fin juin	Réalisation fin juin		TOTAL
				(A)	Exécution SIGFiP (B)	Opérations de trésorerie (C)	
01 Agriculture et développement rural	49,2	21,9	1,4	20,7	10,3	0,3	10,6
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	6,7	2,2	0,5	2,7	1,6	0,1	1,7
03 Education	533,1	261,0	120,5	287,6	273,6	28,7	302,2
04 Santé	118,4	46,1	15,0	55,4	39,7	3,4	43,2
05 Eau et Assainissement	20,4	8,5	2,5	12,1	6,7	0,8	7,5
06 Energie	16,5	5,3		4,4	8,0	0,0	8,0
07 Routes et ouvrages d'art	39,1	20,3		7,3	13,2	0,0	13,2
08 Affaires Sociales	13,6	5,1	2,9	6,7	5,1	1,2	6,3
09 Décentralisation (hors éducation, santé et agriculture)	35,1	15,4	3,0	14,9	13,7	0,0	13,7
10 Reconstructions et réhabilitations	1,4	0,3	0,3	1,0	0,0	0,0	0,0
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	9,6	4,5	2,5	8,8	4,6	0,1	4,7
TOTAL	843,0	390,5	148,6	421,6	376,4	34,7	411,1

Source : SIGFiP-DGBF-DGTCP

En comparaison aux réalisations à la même période de l'année 2009, ces dépenses enregistrent une progression de 5,3% imputable essentiellement aux dépenses du secteur de l'éducation qui s'élèvent à 302,2 milliards contre 261 milliards en juin 2009.

Les dépenses de ce secteur représentent avec celles du secteur de la santé, 84% des dépenses pro pauvres.

(Signature)

2.3.1 Education

Prévues à 287,6 milliards, les dépenses du secteur de l'éducation et de la Formation ont été exécutées à hauteur de 302,2 milliards dont 190,2 milliards affectés aux charges de personnel.

Les **autres dépenses de fonctionnement** d'un montant de 89 milliards comprennent 30,1 milliards de subventions aux écoles privées, 8,4 milliards de transferts aux EPN au titre de la subvention d'équilibre, 10,9 milliards pour le paiement des bourses aux élèves et étudiants, 12,1 milliards pour l'acquisition de kits scolaires.

Les **dépenses d'investissement** s'élèvent à 23,1 milliards avec 8,1 milliards financés sur ressources extérieures. Ces dépenses ont permis de soutenir les projets d'investissement éducatifs des communes et conseil généraux à hauteur de 2,4 milliards et d'appuyer la politique de gratuité de l'école à travers l'achat de kits et mallettes pédagogiques pour 2,8 milliards.

Quant aux dépenses d'éducation financées sur ressources extérieures, elles se chiffrent à 15 milliards et concernent essentiellement les activités du Projet d'Appui au Secteur Education Formation (PASEF).

2.3.2 Santé

Les dépenses du secteur de la santé se chiffrent au premier semestre à 43,2 milliards avec 25,9 milliards de salaires. Elles affichent un taux d'exécution de 77% par rapport à la prévision semestrielle.

Les charges de fonctionnement des services concernent principalement les transferts aux EPN pour 6,7 milliards.

Les dépenses d'investissement effectuées dans le cadre des travaux de réhabilitation et d'équipement des structures sanitaires et des institutions médicales spécialisées se chiffrent à 2,6 milliards.

Les dépenses liées au financement des actions de lutte contre le VIH/SIDA à travers le renforcement des activités de prise en charge, de prévention des groupes vulnérables et des groupes à haut risque, de coordination, de gestion et de suivi-évaluation, se situent à 3,4 milliards.

2.3.3 Agriculture et ressources halieutiques

Les dépenses relatives aux secteurs de l'agriculture et des ressources halieutiques s'établissent à 23,3 milliards au premier semestre.

Elles concernent les charges de personnel d'un montant de 4,3 milliards, d'amélioration des actions d'encadrement et de formation pour 3,4 milliards avec 3 milliards de subvention à l'ANADER, de promotion des projets d'appui au développement local pour 1,3 milliard.

Les investissements effectués à travers le Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) dans les secteurs sociaux et les infrastructures de base se chiffrent à 1,9 milliard.

Quant aux ressources halieutiques, les dépenses effectuées s'élèvent à 1,7 milliard et concernent essentiellement la formation, l'encadrement et l'appui à l'élevage et la production laitière.

2.3.4 Eau, assainissement et infrastructures

Les dépenses destinées à faciliter l'accès à l'eau, à améliorer l'assainissement et à construire les infrastructures portent sur un niveau global de 20,6 milliards.

Le renforcement des actions **d'accessibilité à l'eau potable** par les populations a occasionné des dépenses d'un montant de 0,7 milliard, effectuées par l'Office National de l'Eau Potable, pour l'alimentation de certaines localités.

Les actions menées dans le cadre de la protection de l'environnement et de la lutte contre la pollution ont occasionné des dépenses à hauteur de 6,7 milliards. Ces dépenses concernent les charges de personnel, l'entretien de la décharge des ordures ménagère, les activités de lutte contre l'insalubrité urbaine et l'appui à la relance des Parcs et Réserve de Côte d'Ivoire.

Quant aux dépenses consacrées à l'amélioration des infrastructures routières et à la construction d'ouvrages d'art, elles ont été exécutées à hauteur de 13,2 milliards et ont porté principalement sur :

- la construction du pont de Jacquerville : 0,6 milliard ;
- le Programme d'urgence infrastructures urbaines : 8,5 milliards ;
- le Projet CI-Past : 1,6 milliard ;
- l'aménagement de la route Bingerville –Eloka-Ebrah : 0,8 milliard.

2.3.5 Décentralisation

Les subventions faites au profit des collectivités décentralisées pour le financement de leurs activités dans les différents domaines de compétences hormis celles liées aux secteurs éducation, santé et agriculture s'établissent à 13,7 milliards.

Ce montant comprend 3,9 milliards de financement des projets de développement des infrastructures de base et 9,8 milliards destinés aux actions de lutte contre la pauvreté et de fonctionnement des structures.

2.3.6 Affaires sociales et autres domaines de lutte contre la pauvreté

Les dépenses effectuées pour la protection des couches vulnérables ressortent à 6,3 milliards. Elles concernent, outre le personnel pour 1,2 milliard, les activités pour la prise en charge des indigents, des victimes de guerre et des catastrophes pour 0,2 milliard, l'encadrement des femmes, le fonctionnement des orphelinats, et des pouponnières ainsi que la formation du personnel d'appui pour 1,1 milliard.

Par ailleurs, un montant de 3,6 milliards a été dépensé pour les actions de promotion et d'insertion des jeunes, dans le cadre de la mise en œuvre du programme service civique et réinsertion pour 1,5 milliard et du Programme National de Réinsertion et de Réhabilitation Communautaire (PNRRC) pour 1,5 milliard.

Les dépenses pour le développement du tourisme et de l'artisanat se chiffrent à 1,1 milliard.

Ok,

III- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES (Annexe 3 & 5)

Les paiements effectués à fin juin affichent un niveau de 1 598,2 milliards dont 155,4 milliards au titre des arriérés de dette publique et de dette fournisseurs. Ils concernent la dette publique, les salaires, les transferts et interventions de l'Etat, les achats de biens et services ainsi que les équipements collectifs et autres charges courantes.

3.1 Au titre de la dette publique

Les règlements effectués sur échéances se situent 756,9 milliards dont 72,2 milliards de mandats mis en règlement et 684,7 milliards d'opérations de trésorerie. Ces paiements se décomposent en dette intérieure pour 615,9 milliards et en dette extérieure pour 140,9 milliards.

En dehors de ces paiements sur échéances, l'Etat a réduit ses arriérés de dette à l'égard de ses partenaires intérieurs et extérieurs pour des montants respectifs de 10,4 milliards et 7,4 milliards.

En outre, un montant de 137,6 milliards a été consacré à la réduction des restes à payer dus aux fournisseurs pour les années 2009 et antérieures.

3.2 Au titre des dépenses de personnel

Les paiements effectués s'élèvent à 407 milliards comprenant 317,8 milliards de traitements et salaires de l'administration centrale, 30,9 milliards de règlements en faveur des EPN et autres organismes, 17,5 milliards aux institutions et 2,9 milliards aux collectivités décentralisées.

Ces montants payés comprennent 345,8 milliards de dépenses retracées à travers le SIGFiP et 61,2 milliards correspondant à une partie des salaires du mois de juin non encore régularisés.

3.3 Au titre des transferts et interventions de l'Etat

Les paiements effectués au titre des transferts et subventions se situent à 158,5 milliards et se répartissent comme suit :

- CGRAE pour la pension/retraite : 23,4 milliards ;
- Institutions nationales : 11,9 milliards ;
- Institutions et organismes à but non lucratif : 11,8 milliards ;
- SODE, SEM et EPN : 38,8 milliards ;
- Ménages (bourses des élèves et étudiants, handicapés...) : 17,4 milliards ;
- Communes et Conseils Généraux : 9,2 milliards ;
- Autres bénéficiaires : 45,8 milliards dont 7,9 milliards de Reversement de crédits de TVA au secteur électricité.



3.4 Au titre de l'acquisition des biens et services

Les paiements au titre des achats de biens et services, d'un montant de 53,9 milliards prennent en compte les fournitures (19,6 milliards), les entretiens et maintenance (5,8 milliards), les loyers et charges locatives (2,4 milliards) ainsi que les prestations de service (2 milliards).

3.5 Au titre des équipements collectifs et autres charges courantes de l'Etat

Les paiements effectués pour l'acquisition des équipements et la prise en compte des autres charges courantes de l'Etat se situent à 71,2 milliards.

Les **paiements au titre des équipements** se chiffrent à 46,5 milliards avec principalement 14,3 milliards affectés aux travaux d'infrastructures routières dont 5,8 milliards destinés au Fonds d'Entretien Routier (FER).

Pour les autres charges courantes, les paiements se situent à 24,7 milliards, avec 15,4 milliards de remboursements de crédits de TVA.

En définitive, l'analyse des paiements au premier semestre 2010 fait ressortir un total de 1 598,2 milliards de paiements effectués comprenant 589,8 milliards de mandats réglés, 800,6 milliards d'opérations de trésorerie, 52,4 milliards d'avances non encore régularisées et 155,4 milliards d'arriérés de dette publique et dette aux fournisseurs.



CONCLUSION

L'exécution budgétaire du deuxième trimestre 2010 a bénéficié d'un environnement sociopolitique plus apaisé, caractérisé par la poursuite des actions de sortie de crise, avec notamment la reprise des travaux préparatoires à la tenue des élections générales et le renforcement du dialogue entre les principaux acteurs de la classe politique.

L'exécution du budget s'est déroulée également dans un contexte économique marqué par le rétablissement en juin 2010 de l'équilibre de l'offre d'électricité.

Dans ce contexte, les efforts de mobilisation des ressources, combinés avec une bonne maîtrise des dépenses, ont permis d'enregistrer des résultats en ligne avec les objectifs fixés.

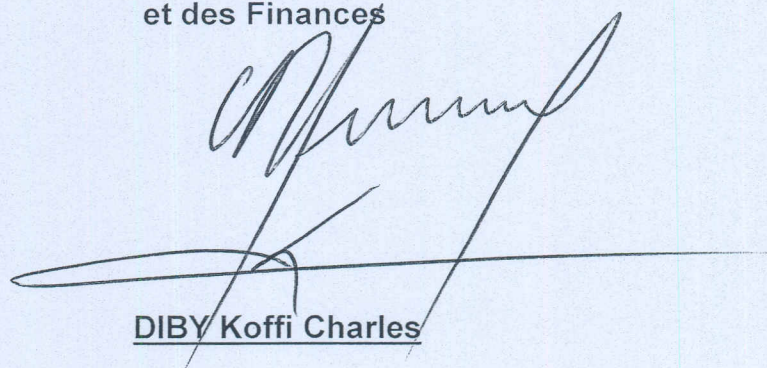
Ainsi, les principaux repères quantitatifs du programme économique et financier en relation avec l'exécution budgétaire, sont respectés à fin juin 2010. Il s'agit, notamment, des critères de non accumulation d'arriérés, de maîtrise de la masse salariale, de non exécution de dépenses extrabudgétaires, de plancher pour les dépenses pro-pauvres et de maîtrise des avances de trésorerie hors dettes, régies et personnel.

De même, en s'appuyant sur les résultats techniques de la seconde évaluation du programme, un projet de collectif budgétaire a été élaboré, permettant de retracer tous les engagements de l'Etat, notamment ceux liés à la crise énergétique et aux produits pétroliers.

Parallèlement, le Gouvernement a poursuivi ses efforts en matière de réformes des finances publiques. A ce niveau, la préparation des Cadres de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) pour les secteurs éducation et santé a connu une avancée significative sur la période sous revue, afin qu'ils soient adoptés dans les délais et exploitables pendant l'élaboration du budget 2011.

Le Gouvernement entend poursuivre l'exécution du programme dans cette dynamique, pour conforter les bonnes tendances affichées au titre de la gestion budgétaire, tout en garantissant une exécution satisfaisante des réformes.

**Le Ministre de l'Economie
et des Finances**



DIBY Koffi Charles